

**LA VICTOIRE DU « NON » AU RÉFÉRENDUM CONFIRME QUE CHIRAC,
SES MINISTRES ET SON ASSEMBLÉE UMP SONT ILLÉGITIMES :
PAR LA LUTTE TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS LES CHASSER !**

La nomination par Chirac d'un « nouveau » gouvernement UMP Villepin-Sarkozy, avec la reprise d'une bonne partie des ministres de Raffarin, est une véritable provocation : nul ne peut accepter de voir ainsi piétiner le vote NON majoritaire du 29 mai ! En votant NON, les travailleurs et le peuple ont rejeté le projet de « Constitution » européenne et, à travers lui, tous les traités européens antérieurs (Maastricht, Amsterdam, Nice...) et toute l'« Union européenne » des patrons et des banquiers, qu'on nous présente depuis des années comme le seul avenir possible. Mais, en votant NON, ils ont rejeté aussi, de manière indissociable, tous les politiciens partisans du OUI et toute la politique de contre-réformes et de régression sociale que ces gens-là mènent à tour de rôle dans les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans, qu'ils soient de droite ou de « gauche ».

**Chirac nous provoque et nous méprise :
va-t-on le laisser piétiner la volonté du peuple ?**

En nommant ce gouvernement semblable au précédent, Chirac montre — au-delà de ses grandes phrases sur la « lutte contre le chômage » — qu'il entend poursuivre la même politique, comme si de rien n'était. *Mais de quel droit Chirac et son Assemblée UMP resteraient-ils au pouvoir, alors qu'ils sont minoritaires et illégitimes ?* De quel droit poursuivraient-ils leur politique incapable de lutter contre le chômage, les délocalisations et les plans de licenciements, leur politique de privatisation et de destruction des services publics, leur politique de contre-réformes (retraites, Sécu, assurance chômage, école...), leur politique de répression contre les lycéens, les sans-papiers, etc. ? De quel droit poursuivraient-ils leur politique impérialiste, cette dette avec laquelle ils étranglent des pays pauvres, notamment en Afrique, et ces interventions meurtrières de l'armée française, comme en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Togo, etc. ? *Ils n'en ont pas le droit ! Rejetés par la majorité, après avoir déjà soulevé contre eux des millions de grévistes et de manifestants, ces gens-là n'ont aucune légitimité : il faut les chasser !*

Cependant, *en votant NON au référendum, la majorité a infligé également une défaite sans appel au PS et aux Verts, à tous ces Jospin, Hollande, Lang, Mamère, Voynet, etc., qui ont fait une campagne acharnée en faveur du OUI, insultant et calomniant les partisans du NON de gauche, recourant comme Chirac et l'UMP au mensonge et au chantage.* Ce sont les mêmes qui, auparavant, quand ils étaient au pouvoir, ont eux aussi mené, pendant des années, une politique de contre-réformes au service du patronat, des banquiers et de l'Union européenne capitaliste, préparant à chaque fois le retour de la droite. Ce fut le cas notamment du gouvernement de « gauche plurielle » (PS-PCF-Verts...) dirigé par Jospin entre 1997 et 2002, avec Fabius au ministère de l'économie et Gayssot aux transports : ce gouvernement a signé les traités européens d'Amsterdam et de Nice, privatisé à tour de bras, appliqué servilement le plan Juppé contre la Sécurité sociale et les directives européennes contre les services publics et les acquis... *Les politiciens qui dirigent le PS n'ont donc pas plus de légitimité que Chirac et l'UMP.* D'ailleurs, la plupart d'entre eux ne demandent même pas la démission de Chirac : ils se contentent de préparer leur programme pour 2007... c'est-à-dire qu'ils voudraient eux aussi nous imposer le maintien de Chirac et de l'UMP pendant encore deux ans !

Ces propositions vous semblent justes ? Alors défendons-les ensemble, contactez-nous sans tarder ! Groupe CRI : 06 64 91 49 63 ou <http://groupecri.free.fr>

**Les NON de gauche et d'extrême gauche sont les plus
nombreux : ils doivent s'unir pour chasser Chirac !**

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur lutte de classe et leur auto-organisation (AG, collectifs de lutte, comités de grève...): c'est seulement ainsi qu'ils remporteront des victoires et prendront en main leur propre destin. Pour notre part, nous sommes partisans d'un ***gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs.*** Nous pensons que seul un tel gouvernement aura assez de force et de volonté pour satisfaire réellement les revendications et les aspirations de la majorité. Seul un tel gouvernement aura assez de force et de courage pour rompre avec le capitalisme, pour aller vers le communisme démocratique au moyen d'une révolution sociale en France, en Europe et dans le monde. Selon nous, l'idéologie « antilibérale » ou « altermondialiste » n'est qu'une illusion ou une tromperie délibérée : le système capitaliste est un système barbare, fondé uniquement sur la soif du profit par tous les moyens et sur la concurrence acharnée entre les multinationales et les pays ou blocs de pays impérialistes ; il ne peut pas être « humanisé », il devra être détruit.

Mais nous ne sommes pas des sectaires : *nous sommes prêts à soutenir tout pas en avant réel permettant aux travailleurs de lutter efficacement et de remporter des victoires.* C'est pourquoi ***nous sommes partisans d'une large alliance avec toutes les forces politiques et syndicales qui ont condamné et combattu le projet de « Constitution » européenne et qui voudraient se battre réellement pour les intérêts des travailleurs.*** Or ces organisations ont aujourd'hui une responsabilité majeure : les politiciens du OUI sont minoritaires dans le pays et les 67 % des électeurs de gauche et d'extrême gauche qui ont voté NON (y compris 56 % des électeurs habituels du PS qui ont voté contre la direction de ce parti) constituent désormais, potentiellement, la principale force politique du pays. ***Il faut donc maintenant rassembler tous ces travailleurs, pour lutter dans la rue et par la grève !***

C'est pourquoi nous proposons concrètement à toutes ces organisations politiques et syndicales, à tous les collectifs pour le NON, à tous les militants, de s'unir avec un objectif commun clair et net : ***passer à l'offensive, ici et maintenant, pour faire reculer le patronat et pour chasser Chirac et son Assemblée UMP, sans attendre 2007.*** Chirac et toute la bourgeoisie sont *en ce moment* si affaiblis par leur défaite au référendum que c'est l'occasion ou jamais de déclencher une mobilisation en masse des travailleurs. Celle-ci n'a rien d'irréaliste aujourd'hui : sans même remonter à mai-juin 2003, les travailleurs et les jeunes ont montré, depuis le début de l'année, qu'ils étaient prêts à se mobiliser en masse ; ils l'ont fait lors des « journées d'action » (malheureusement sans lendemain) appelées par les syndicats (20 janvier, 5 février, 10 mars, 16 mai...), lors du mouvement lycéen et lors de multiples grèves locales ou sectorielles, parfois victorieuses (cheminots, PSA-Citroën à Aulnay, Radio-France, grande distribution, Total, etc.). ***Il faut maintenant lutter tous ensemble, vers la grève générale !*** Et nous proposons qu'un premier objectif politique commun soit la convocation d'une

**GIGANTESQUE MANIFESTATION NATIONALE À
L'ÉLYSÉE POUR CHASSER CHIRAC !**